



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de la vieillesse

Question au Gouvernement n° 859

Texte de la question

POLITIQUE EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES

M. le président. La parole est à M. Serge Blisko, pour le groupe socialiste.

M. Serge Blisko. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Monsieur le ministre, nous avons connu cet été la plus grave crise sanitaire de notre histoire. Alors même qu'a débuté aujourd'hui l'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale, force est de constater que le Gouvernement ne tient aucun compte du drame de l'été 2003. Aucun financement n'existe pour le plan Urgences dans les hôpitaux, aucune piste de réflexion sur l'aval de l'urgence et sur l'organisation de l'offre de soins.

Le Gouvernement a bloqué les crédits et la réforme des établissements hébergeant des personnes âgées depuis plus d'un an. Les mesures que vous avez annoncées à plusieurs reprises pour le 1er octobre se font toujours attendre. La montée en charge très rapide des demandes d'allocation personnalisée d'autonomie montrent pourtant que, dans notre pays, des millions de personnes ont besoin d'une réponse précise en termes d'organisation des soins et d'aide à la vie quotidienne.

Après avoir essayé de vous défausser sur les familles qui ne peuvent en aucun cas remplacer une véritable politique d'accueil et d'accompagnement des personnes âgées, vous essayez aujourd'hui de culpabiliser les seuls salariés, en projetant de supprimer un jour férié, le lundi de Pentecôte.

Pensez-vous que ce gadget, que cette astuce, habillés d'un discours faussement généreux, soient à la hauteur de l'enjeu et puissent remplacer une véritable politique de solidarité ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées.

M. Hubert Falco, secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Monsieur le député, nous élaborons, actuellement, en concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles et associatives du secteur des personnes âgées et handicapées, un plan pluriannuel « vieillissement et solidarité ». Il s'agit de permettre à notre pays de répondre, par des mesures fortes, au phénomène de la longévité et de la dépendance qui en découle. Nous souhaitons améliorer, humaniser la prise en charge et l'accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées, tant à domicile qu'en établissement.

M. François Liberti. Vous avez mal commencé !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Dans ce domaine, notre pays a pris quinze années de retard...

M. Edouard Landrain. Eh oui !

M. André Gerin. Faux !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. ... qu'il nous appartient aujourd'hui de rattraper. Je rappelle que

les crédits prévus dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale en faveur des personnes âgées augmentent cette année de 10 %.

M. André Gerin. Mensonge !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Et nous arrêterons prochainement des mesures (*Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains*) dans le cadre du plan vieillissement et solidarité. Surtout, nous allons mettre en place les financements qui nous permettront de les pérenniser. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Ces financements seront à la hauteur des enjeux de solidarité, loin des mesuretteaux auxquelles vous nous avez habitués et des effets d'annonce non financés. (*Protestations que les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Le dispositif auquel nous réfléchissons aujourd'hui prévoit un certain nombre de mesures, parmi lesquelles la mise en place d'une contribution nationale de solidarité...

M. Christian Bataille. Répondez à la question !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. ... à travers la suppression d'un jour férié. (*Protestations sur les mêmes bancs.*)

Ce n'est pour le moment qu'une hypothèse de travail. Les décisions finales seront arrêtées prochainement. (*Mêmes mouvements.*)

Tant que le programme n'est pas finalisé,...

M. le président. Monsieur Falco, il faut conclure !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. ... il est anticipé d'en prévoir les financements. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. Ecoutez la conclusion de M. Falco !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Je suis surpris par vos réactions. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Je vous rappelle, mesdames, messieurs les députés, que vous avez signé, le 26 juin 2003 (*Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*), dans le journal *La Vie*, un appel à la suppression d'un jour férié.

M. le président. Monsieur Falco, il faut impérativement conclure !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Je cite, monsieur le président, parmi les signataires (« *C'est nul !* » sur plusieurs bancs du groupe socialiste),...

M. le président. Monsieur Falco, je vais couper le micro !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Mme Lebranchu, M. Ayrault,...

M. le président. Monsieur Falco !

M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. ... M. Fabius, M. Bianco, M. Migaud.

M. le président. Monsieur Falco, j'ai coupé le micro. Vous avez dépassé votre temps de parole. Or chacun a droit au même temps. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Christian Estrosi. L'opposition n'a pas laissé M. Falco s'exprimer !

M. le président. Je vous ai prévenu trois fois et vous n'avez pas tenu compte de mes avertissements. A la quatrième reprise, j'ai dû vous interrompre. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Christian Estrosi. Ça suffit, les leçons de morale !

M. le président. Si tous les orateurs dépassent leur temps de parole, le dernier ne passera pas à la télévision !

Auteur : [M. Serge Blisko](#)

Circonscription : Paris (10^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 859

Rubrique : Personnes âgées

Ministère interrogé : personnes âgées

Ministère attributaire : personnes âgées

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 29 octobre 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 octobre 2003